

BAC

TRIMESTRIEL
Prix : 1 €uro

BULLETIN DES AGRÉGÉS ET DES CERTIFIÉS

Oct. Nov. Déc.
2008

SNCA e.i.L. Convergence

e. comme *Eff*icacité
i. comme *Ind*épendance
L. comme *La*ïcité

N°28

Bulletin des Agrégés et Certifiés de
l'Éducation Nationale

SNCA
Certifiés, Agrégés e.i.L.

Convergence

5, rue Clisson 75013 Paris
Tél. : 06 84 57 20 75
Fax : 01 53 94 07 53
@ : FR41@wanadoo.fr
Site : www.snca-nat.fr

Edito

ELECTIONS

Il n'est pas question ici de faire l'analyse des résultats d'ensemble des élections professionnelles qui viennent d'avoir lieu dans l'Éducation Nationale. Il s'agit seulement de faire le point sur la situation particulière du **SNCA e.i.L. Convergence** dans ces élections.

A peine créé, le **SNCA e.i.L. Convergence** (sous son nom provisoire d'alors, SNETAA Certifiés Agrégés e.i.L.) a participé aux élections de décembre 2002. Il n'a pas eu d'élu, mais a bénéficié de quelques moyens de fonctionnement grâce à ses résultats.

En 2005, il a présenté une liste nationale de certifiés sous le nom de SNCA. Il avait retiré sa référence e.i.L. à la demande du Ministre qui, par l'intermédiaire de son directeur des personnels enseignants, mettait cette condition à l'acceptation éventuelle de sa liste. Ce directeur, Pierre-Yves DUWOYE, avait d'ailleurs, par un courrier adressé à la secrétaire générale, fait savoir à celle-ci qu'à sa connaissance le **SNCA e.i.L. Convergence** ne faisait plus partie de la Fédération EIL. **CE QUI ÉTAIT FAUX**. Malgré une éviction prononcée par un congrès fédéral manipulé en mai 2005, le **SNCA e.i.L. Convergence** est resté membre de la fédération EIL jusqu'en mai 2006 : 3 jugements intervenus entre mai 2005 et mai 2006 l'ont confirmé.

D'où P.-Y. DUWOYE tenait-il son **in- information** ? Vraisemblablement de Bernard PABOT et de Christian LAGE, secrétaires généraux, l'un entrant, l'autre sortant, du SNETAA. Pour ces deux derniers personnages, il fallait empêcher le **SNCA e.i.L. Convergence** d'aller aux élections afin de présenter à sa place une liste de certifiés. A quelles fins ? Récupérer quelques moyens de fonctionnement sur le secteur des certifiés pour compenser l'affaiblissement de ceux que procurerait le secteur des PLP.

Donc, la liste du **SNCA e.i.L. Convergence** a été invalidée à la suite d'une entente (déjà !) entre le SNETAA et le Ministre...

En 2008, grâce à ses adhérents et à ses sympathisants, le **SNCA e.i.L. Convergence** a pu déposer 2 listes nationales (PLP et EPS) et 3 listes académiques (Certifiés, PLP, EPS dans l'académie de VERSAILLES) : elles ont été rejetées toutes les 7 ! Il en a présenté également 2 dans l'académie de VERSAILLES, lors des élections des personnels contractuels d'enseignement et de surveillance : ces deux-là n'ont pas été invalidées et, par conséquent, le **SNCA e.i.L. Convergence** a participé au scrutin, comme en 2002.

Il y a gros à parier que le dépôt de 9 listes **SNCA e.i.L. Convergence** a fait quelque bruit, non seulement au ministère mais aussi chez certains de nos camarades, et pas seulement au SNETAA.

Le **SNCA e.i.L. Convergence** existe ; certains l'ont rencontré, et même des électeurs !

Aujourd'hui, P.-Y. DUWOYE est secrétaire général du ministère de l'Éducation Nationale. A l'occasion du dernier scrutin, il n'a pas écrit à la secrétaire générale, même pour mettre en doute le bien fondé de l'appellation e.i.L. du **SNCA e.i.L. Convergence**.

Il est vrai que Christian LAGE, l'actuel secrétaire général du SNETAA, avait tout donné au Ministre, même la vertu de son syndicat, en signant avec lui le protocole d'accord sur le bac pro 3 ans. C'est ce que d'aucuns appellent la continuité de l'Etat ...

Rendez-vous en 2011 !

La secrétaire générale
Françoise Roche

SOMMAIRE

du n° 28 du seul BAC authentique

Edito : Elections	P 1
Cylindrage et Pyramidage	P 2
La Grèce, l'école Et la mondialisation	P 4

BAC N° 28
Oct. Nov. Déc. 2008
TRIMESTRIEL
Directeur de la Publication
Françoise ROCHE

N° CPPAP : 0907S 06175
N° ISSN : en instance

CONCEPTION &
REALISATION
au siège
5, rue Clisson 75013 PARIS

Du cylindrage au pyramidage ou le sabordage d'une voie d'excellence

L'exemple du bac pro 3 ans institué par DARCOS et le SNETAA, sans compter quelques comparses, va permettre de comprendre ce que ces termes, « cylindrage » et « pyramidage », assez souvent utilisés par les spécialistes du système éducatif, mais entre eux, pour ne pas amener les foules, signifient pour les élèves et leur formation.

La justification bidon du bac pro 3 ans est que 40 % seulement des détenteurs d'un BEP tentent le bac pro (diplôme de niveau IV), version 95 en 2 ans, après l'obtention du BEP (diplôme de niveau V) qui se prépare en 2 ans.

Il y a deux explications à cette « évaporation » :

1. il n'y a pas de statut social du lycéen avec financement qui donnerait aux détenteurs d'un BEP la possibilité de poursuite d'études toujours coûteuse ;
2. le BEP est à lui seul une bonne entrée sur le marché du travail. Car, c'est un diplôme qualifiant couronnant une voie (courte) de formation initiale.

Mais, la vraie raison du bac pro 3 ans est l'économie d'une année d'étude avec pour conséquence le passage du cylindrage au pyramidage.

1. Le cylindrage

- Le bac pro version 95 se prépare donc en deux temps : 2 années d'accès au BEP suivies de 2 années d'accès au bac pro.
- Le nombre d'élèves en première année de BEP est à peu de chose près le nombre d'élèves qui se retrouvera en deuxième année : donc **même nombre de classes de première et de deuxième années : c'est le cylindrage.**
- Même situation pour la préparation au bac pro 2 ans qui fait suite au BEP

2. Le pyramidage

- Dans les voies de l'enseignement général et technologique, il n'y a pas cylindrage ; en effet, **le nombre d'élèves entrant en seconde est toujours supérieur à celui qu'on retrouve en terminale** : pour 10 classes de seconde, on finit avec 6 classes de terminale. **C'est cela le pyramidage**, plus large à l'entrée qu'à la sortie...
- Il y a donc réelle évaporation hors du système scolaire d'élèves qui ne sont pas tous candidats à la rue ou à la MGIEEN*. Beaucoup entrent directement dans la vie active sans diplôme, donc sans qualification, et contribuent à **pérenniser le « modèle français » d'actifs non diplômés sensiblement aussi nombreux que les actifs diplômés**, avec toutes les incidences que cela peut avoir sur les rémunérations, et encore davantage en période de crise.
- L'enseignement professionnel avec le bac pro 3 ans va fonctionner désormais sur le modèle du pyramidage : c'est cela l'objectif du gouvernement.

Affirmer que le bac pro 3 ans dévalorise le bac pro lui-même n'est donc pas la vue d'un esprit chagrin : c'est, hélas, la réalité. Et les petits aménagements compensatoires enfoncent d'ailleurs le clou.

1. Le BEP « incorporé » au bac pro

- Puisqu'on prétend faire apprendre en 3 ans ce qui s'acquerrait en 4 ans, on incorpore, à la préparation au bac pro 3 ans, une petite dose de formation au BEP par certifications et Contrôle en Cours de Formation (CCF).
- Si un élève lâche en cours de route (et même avec redoublement possible), il n'aura aucun diplôme : ni le bac pro puisqu'il part avant, ni le BEP car il n'aura pas la totalité des certifications ; au mieux, il aura un BEP amoindri et dévalorisé obtenu par CCF...

2. Les 4000 CAP en 2 ans dont se gargarisent les signataires de l'arrêt de mort de l'enseignement pro.

- Ils ne correspondent pas aux « métiers » des BEP supprimés mais sont des CAP de « services » destinés à former des élèves en très grande difficulté.
- Les obtenteurs de ces CAP seront donc très rares à accéder au bac pro
- Quant aux autres CAP, qui n'offriront plus de continuation en BEP, sauf à passer par la préparation du bac pro, ils seront désertés par l'entrée directe à la sortie de troisième en seconde pro ... ou ils seront récupérés par l'apprentissage patronal !

3. Il est évident que cela renforcera :

- Le nombre d'élèves en seconde
- L'évaporation accentuée avant la terminale

- La disparition du cylindrage

La « rénovation » de la voie professionnelle, telle que la conçoit DARCOS et l'accompagnent le SGEN et, surtout, le SNETAA qui serait le vrai rédacteur du protocole d'accord, est donc **la mise en conformité de l'enseignement pro avec l'enseignement général et technologique** avec les conséquences qui s'ensuivent :

- pour le *cursum* préparant au baccalauréat, généralisation du pyramidage et disparition du cylindrage
- évaporation généralisée à tout le public scolaire entre la seconde et la terminale
- disparition des deux voies d'excellence par le cylindrage : la préparation et l'obtention du BEP en 2 ans, et celle du bac pro en 2 ans version 95

La « rénovation » est donc bien une « réforme » c'est-à-dire une « mise au rebut » de l'enseignement professionnel qui avait permis, grâce au bac pro version 1995 (2 ans de BEP suivies de 2 ans pour l'obtention du bac pro), d'élever le pourcentage de bacheliers.

Ces dernières années, la voie professionnelle était vécue par les élèves qui l'empruntaient, souvent d'ailleurs par défaut à la suite d'échecs répétés au collège, comme **un parcours leur permettant de rompre avec la logique de l'échec et de connaître enfin la réussite que la valeur du BEP et du bac pro sur le marché du travail authentifiait.**

Les mots orduriers que d'éminents hauts fonctionnaires, conseillers des ministres de l'Education Nationale tant de « gauche » que de « droite », ont décoché depuis des lustres contre l'enseignement pro, trouvent, avec la collusion DARCOS-SNETAA, leur concrétisation : l'excellence est ravalée au rang de la médiocrité. Et c'est le ministre en charge de la scolarisation, de la formation et de l'avenir de la jeunesse qui, grâce à la complicité du principal syndicat de l'enseignement professionnel, saborde une voie d'excellence qui accueille les enfants venus des milieux les plus modestes !

L'excellence d'une branche de formation initiale tient à la spécificité, sa spécificité, qu'elle insuffle à tous les modes qu'elle revêt au cours du *cursum* scolaire des élèves qu'elle a en charge.

La médiocrité vient de l'abandon des spécificités, comme on le voit en collège et en lycée d'enseignement général et technologique qui conduisent des bacheliers S vers des BTS et des bacheliers STT en fac de psycho !

La spécificité, n'est pas la spécialisation prématurée ni l'abandon de l'acquisition de la culture générale : elle est **une pédagogie en phase avec les aptitudes, les projets et les objectifs du public scolaire concerné, une pédagogie dont le contenu et les méthodes s'élaborent à partir du « terrain »** et non dans les bureaux feutrés des « pédagogistes » soumis aux injonctions de Bercy. Il n'est pas là question d'adaptation d'une pédagogie préalable à un public scolaire particulier, d'un dévoiement de cette pédagogie, mais de l'élaboration à partir de ce public d'une pédagogie spécifique, donc originale.

En cassant la spécificité de l'enseignement pro, DARCOS fait son job de politique en charge de **faire passer l'idéologie libérale dans tous les secteurs de la vie sociale**, fût-ce à l'école, même et surtout si cela doit mettre un terme à l'Ecole de la République.

Le SNETAA de PABOT (1992-2004) n'avait pas renié ses mandats, même s'il avait tout fait pour ne pas les concrétiser.

Le SNETAA de LAGE ne s'embarrasse pas des mandats : il les voue aux « poubelles de l'histoire », un point c'est tout ! Du coup, **il fait officiellement allégeance au ministre, à son idéologie libérale, à sa politique antirépublicaine et antisociale !**

Xavier DARCOS peut être content. C'est sans doute la raison pour laquelle, il fait sa « réforme » sans s'occuper des lois ni des règlements. Quand on sert en SARKOSIE, on ne s'embarrasse pas de détails aussi futiles que subreptices !

Ce qui ne l'empêchera pas de recevoir le *boomerang* qu'il a si imprudemment et cyniquement lancé lui revenir dans la gueule !

Les conséquences de la mobilisation lycéenne qui vient de le faire surseoir à la mise en place de sa « réforme » de la classe de seconde peut être considérée comme une première manifestation de cet effet *boomerang*. Et il y en aura d'autres !

Françoise Roche

* *Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale qui réussit bon an mal an à réintroduire dans le cursus de formation initiale un bon tiers des 180 000 jeunes de 16 ans et plus qui ont quitté l'Ecole sans diplôme.*

Dernière minute

A sa demande, le 17 décembre 2008, l'Intersyndicale MGIEN de VERSAILLES (FSU, CGT, SUD, SNCA e.i.L. Convergence) a été reçue par le Recteur Alain BOISSINOT. Les attentes des personnels enseignants titulaires et contractuels de la Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale ont été exposées et ont été attentivement écoutées par le Recteur. Une nouvelle publication du SNCA e.i.L. Convergence, *Nota Bene VERSAILLES*, rendra compte de cette audience. Le 21 janvier 2009, le groupe de travail Intersyndicale MGIEN-Administration rectorale reprendra ses travaux.

La GRECE, l'Ecole et la mondialisation

Il est évident que le soulèvement de la jeunesse grecque, de la génération 600 €, n'est pas une réédition des mouvements lycéens et étudiants que l'Europe a connu au long des dernières décennies. Mais bien entendu, il ne vient pas de rien !

Outre le contexte historique qui donne à la démocratie grecque contemporaine des assises encore fragiles et qui lui a laissé des « habitudes » policières héritées d'un régime dictatorial, **le soulèvement actuel des jeunes générations de la GRECE est directement lié aux désastreuses conséquences de la mondialisation. La mondialisation est un système économique et social : le capitalisme, ou libéralisme économique, ou économie de marché, fonctionnant sans frein à l'échelle de la planète.** Comme partout dans le monde, ce capitalisme a, en GRECE, recherché le maximum de profits.

Comment ? Par la conjonction de plusieurs procédés :

- 1/ L'utilisation du maximum de capital disponible à **des fins spéculatives.**
- 2/ Un investissement productif amputé par la **mobilité spéculative.**
- 3/ Un développement de la précarité de l'emploi, sous toutes les formes que peut prendre cette précarité, pour faire pression sur les salaires et permettre au capital de se rémunérer au maximum.
- 4/ Le refus de la contribution fiscale au prétexte qu'elle diminue le capital disponible pour l'investissement ... et **surtout la spéculation.**
- 5/ Le désengagement de l'Etat, qui doit dépenser le moins possible pour laisser sur le marché le maximum de ressources financières.
- 6/ Partant, **de moins en moins de services publics.**

En GRECE cela a donné, depuis fort longtemps déjà, **la diminution horaire du temps scolaire et, cela va sans dire, la diminution de la quantité et de la qualité du contenu des formations.** Les familles ont dû recourir à toutes les formes de préceptorat privé pour compenser le déficit du service public d'éducation avec toutes les inégalités que cela induit selon les ressources dont elles disposaient.

L'allongement du temps de l'activité professionnelle est une des formes que prend la précarité de l'emploi.

Les difficultés à se procurer une retraite convenable incite

- 1/ à prolonger son activité professionnelle bien au-delà de 60 ans,
- 2/ à ne pas être trop exigeant sur les salaires de fin de parcours si l'on tient à garder son emploi.

Mais cela bloque aussi l'accès au travail des plus jeunes qui, s'ils trouvent enfin un emploi, doivent se contenter de salaires peu reluisants. Bien sûr, il y a des exceptions ; les gens bien placés, qui ont des relations, qui sont dans ou aux marges de la caste qui profite de la mondialisation, utilisent leurs réseaux et leur influence pour caser leurs rejetons : cela s'appelle le népotisme.

Voilà contre quoi s'insurge la génération 600 euros.

Voilà aussi ce qui se profile en France et sans doute ailleurs.

Voilà, aussi, ce qui explique le brutal revirement de DARCOS, remettant à plus tard sa « réforme » de la seconde : il a peur d'être le seul à porter le chapeau d'un incendie aussi dévastateur que ceux de la GRECE. Le ministre chargé par SARKOZY de **donner moins d'Ecole aux petits enfants de la maternelle, aux écoliers de la communale, aux collégiens, aux lycéens des LP, à ceux des autres lycées,** a dû se rendre à l'évidence : la jeunesse de ce pays ne veut pas moins d'Ecole. Elle en veut au contraire davantage et de meilleure qualité. Elle veut, elle exige un service public d'Education digne d'elle et de la République. Elle n'a pas l'intention non plus d'être la future génération à 600 euros.

Elle a bien raison.

2009 : l'année de tous les dangers !

Mais que pour la vie personnelle de chacune et de chacun d'entre vous elle soit celle du bonheur et de la santé.

Joyeuses et apaisantes fêtes de fin d'année !